

Tout de même, à l'heure actuelle, nous sommes bien loin des temps critiques où nous avions à faire la guerre en Corée, où nos soldats combattaient sur les champs de bataille coréens, où nos jeunes gens se faisaient tuer, où nous étions obligés de fournir à notre armée l'équipement nécessaire afin qu'elle défende avec efficacité la démocratie que menaçaient la Corée du Nord, la Chine communiste et la Russie.

La situation actuelle est beaucoup moins grave qu'elle ne l'était au moment où se déroulaient, dans le sud-est de l'Asie, les tristes événements dont nous sommes tous au courant. A ce moment-là, l'armée française fut obligée de battre en retraite. La France a retiré toutes ses troupes de l'Indo-Chine, ce qui a obligé les peuples de l'Ouest à faire des concessions aux dirigeants de l'Indo-Chine du Nord.

Depuis lors, la situation s'est améliorée. La Russie, du moins en paroles, semble tendre la main et vouloir faire la paix. L'Autriche a été libérée. L'Allemagne de l'Ouest discute avec la Russie des moyens à prendre pour en arriver à une entente quelconque relativement à l'unification de l'Allemagne, garantie par les peuples de l'Ouest. Enfin, les Grands se réuniront à Genève ce mois-ci. Tout ceci tend à faire régner une sorte d'espoir de paix.

Toutefois, il ne faut pas fermer les yeux et se laisser entraîner dans une sorte de béatitude. Nous devons être réalistes. Nous devons nous rappeler que nous avons fait la guerre pour sauver la démocratie. On ne doit pas se servir d'épouvantails tels que l'imminence d'une crise mondiale ou la possibilité d'une guerre mondiale pour extorquer au Parlement canadien des pouvoirs aussi extraordinaires que ceux que l'on nous demande d'insérer dans les Statuts du Canada à perpétuité, en adoptant le projet de loi actuellement à l'étude.

Le très honorable premier ministre a été l'objet d'une salve d'applaudissements, ce matin, quand il a déclaré qu'il ne croyait pas et que le Gouvernement ne s'attendait pas à ce qu'il y ait une guerre mondiale au cours de cette année. Tous les députés d'en face, et même les députés de l'opposition, l'ont applaudi. Depuis que je siége à la Chambre, j'ai constaté à maintes reprises l'optimisme du très honorable premier ministre, qui ne manque jamais une occasion de déclarer qu'il a confiance qu'il n'y aura pas de guerre mondiale dans un avenir rapproché.

Eh bien, si la situation s'est améliorée à ce point, s'il n'existe à l'heure actuelle aucune urgence ni aucun danger de crise, c'est donc dire que les arguments qui nous sont présentés par nos amis d'en face sont sans fonde-

ment, ne tiennent pas debout et sont vraiment surprenants. Je suis étonné d'entendre de tels arguments dans le Parlement canadien.

On se demande réellement pourquoi le gouvernement actuel ne pourrait pas adopter l'amendement proposé par l'opposition conservatrice. En somme, par cet amendement, nous consentons à ce que le département de la Production de défense continue son travail et nous sommes prêts à lui conférer tous les pouvoirs dont il peut avoir besoin pour mener à bien tout ce qu'il entreprendra, mais nous voudrions que la durée de ces pouvoirs, que nos amis d'en face, eux-mêmes, trouvent extraordinaires, qu'eux-mêmes disent ne pas être permanents et qu'eux-mêmes savent si impopulaires qu'ils n'oseraient jamais les exercer, soit fixée.

Alors, pourquoi n'accepteraient-ils pas cet amendement? Serait-ce que, lorsque le ministre se couche le soir, il lui est agréable de se dire qu'il est l'homme le plus puissant au Canada? Très bien! Nous consentons à ce qu'il soit l'homme le plus puissant au Canada. Mais nous ne pouvons admettre que les pouvoirs contenus dans le bill soient insérés pour toujours dans les Statuts du Canada. Le ministre veut-il, au moment où il se retire le soir, pouvoir se dire: Je puis diriger toute l'industrie canadienne par un simple coup de téléphone. Est-ce cela qu'il désire? Est-ce qu'il éprouve une certaine satisfaction à exiger que le Parlement siège durant les mois d'été, pendant la période de chaleur intense? Est-ce la raison...

**L'hon. M. Lesage:** A qui la faute?

**M. Balcer:** C'est la faute du Gouvernement, à cause de son entêtement.

**L'hon. M. Lesage:** C'est de votre faute, vous êtes les seuls responsables.

**M. Balcer:** Pourquoi le gouvernement n'accepte-t-il pas l'amendement logique proposé par le député de Royal? Nos amis d'en face sont évidemment habitués à une certaine dictature. C'est un spectacle que nous avons toujours eu devant les yeux. A toute fin pratique, quand un ministre présente un projet de loi, que les honorables députés d'en face l'aient vu ou non, du premier au dernier, ils l'approuvent sans offrir la moindre critique. Il est vrai qu'il est arrivé une fois, deux fois, peut-être cinq fois, que certains d'entre eux aient critiqué certaines mesures, mais ils ont toujours voté en faveur des mesures présentées par le gouvernement. Il n'est pas surprenant que ces gens-là acceptent facilement l'élément de dictature contenu dans la loi sur la Production de défense. Aussi, ne suis-je pas surpris qu'ils aient été bien silencieux au cours du présent débat. Pourtant ils